

# Demande de réinscription par affiliation<sup>1</sup>

## Collecte, utilisation et communication des renseignements personnels

En remplissant votre demande de réinscription par affiliation et tout autre formulaire en lien avec celle-ci, vous consentez à la collecte et à l'utilisation par l'Ordre de vos renseignements personnels transmis aux fins de protection du public. Ceux-ci seront accessibles aux membres du personnel de l'Ordre qui en ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions. Cette démarche obligatoire permet :

- ▶ D'analyser votre demande de réinscription par affiliation;
- ▶ De vous demander de faire toute autre déclaration nécessaire à l'Ordre pour le contrôle de l'exercice de la profession;
- ▶ De vous réinscrire au tableau des membres;
- ▶ Et de protéger autrement le public.

**J'ai lu et je comprends.**

Les renseignements personnels collectés dans la présente demande de réinscription par affiliation pourront être communiqués à l'organisation professionnelle de CPA d'une autre province ou d'un territoire canadien ou des Bermudes (ci-après « l'Organisation tierce ») dont vous faites partie, le cas échéant, à des fins de vérification et traitement de votre demande.

Des renseignements personnels complémentaires pourront être collectés par l'Ordre auprès de l'Organisation tierce, le cas échéant, pour ces mêmes fins.

Remplir cette requête et consentir à ces demandes d'autorisation de communication et de collecte est un prérequis pour que nous traitions votre demande.

**J'autorise l'Ordre à transmettre des renseignements personnels me concernant à l'Organisation tierce aux fins décrites précédemment.**

**J'autorise l'Ordre à collecter des renseignements personnels me concernant auprès de l'Organisation tierce aux fins décrites précédemment.**

Pour toute question, demande ou commentaire en lien avec la gestion de vos renseignements personnels par l'Ordre, consultez la section [Protection des renseignements personnels](#) de notre site web et notre [Ligne directrice sur la protection des renseignements personnels](#)

## Partie 1 Renseignements généraux

### Section A - Coordonnées personnelles

N° de membre (CPA Québec) N° de permis (CPA Québec) Date de naissance

\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_ |

Prénom \_\_\_\_\_ Nom \_\_\_\_\_

Adresse du domicile \_\_\_\_\_ App. \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Province  Code postal  Pays

Téléphone (domicile)   -   Téléphone (cellulaire)   -   Courriel (personnel) \_\_\_\_\_

Je souhaite reprendre le permis de comptabilité publique (titre d'auditeur) dont j'étais titulaire au moment de mon retrait du tableau de l'Ordre des CPA du Québec.

Oui N° de permis

Non (Vous devez remplir la [demande de renonciation au permis de comptabilité publique](#))

S. O.

<sup>1</sup> Admission en vertu du *Règlement sur les autorisations légales d'exercer la profession hors du Québec qui donnent ouverture au permis de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec.*

## Partie 1 Renseignements généraux (suite)

Je souhaite reprendre l'accréditation relative à la médiation pour les petites créances en matière fiscale dont j'étais titulaire au moment de mon retrait du tableau de l'Ordre des CPA du Québec .....  Oui  Non  S. O.

Je souhaite reprendre l'accréditation relative à la médiation en matière civile et commerciale dont j'étais titulaire au moment de mon retrait du tableau de l'Ordre. ....  Oui  Non  S. O.

### Section B - Coordonnées professionnelles

Employeur	Titre du poste occupé		Depuis le		
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/> AAAA	<input type="text"/> MM	<input type="text"/> JJ
Adresse professionnelle				Bureau	
<input type="text"/>				<input type="text"/>	
Ville	Province	Code postal	Pays		
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>		
Téléphone (bureau)	Poste	Télécopieur	Courriel (professionnel)		
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>		

### Section C - Options de correspondance et préférences d'abonnement

Conformément à la *Charte de la langue française*, l'Ordre communiquera avec vous exclusivement en français.

Adresse de correspondance .....  Adresse du domicile  Adresse professionnelle  
Courriel de correspondance .....  Personnel  Professionnel

### Abonnement aux envois électroniques

Les communications électroniques liées à la profession comptable et à la mission de l'Ordre sont obligatoires. Vous ne pouvez donc pas vous en désabonner. Vous pouvez toutefois sélectionner vos préférences d'abonnements pour les communications promotionnelles de l'Ordre, soit le bulletin CPA plus, un bulletin bimensuel qui traite des nouvelles d'intérêt général, notamment les actualités, les événements, les offres promotionnelles de partenaires, le développement professionnel, les brèves des regroupements régionaux, les offres d'emploi de même que des conseils provenant des grands partenaires de l'Ordre. Bref, un bulletin pour tout savoir! Il vous est également possible de recevoir des courriels ciblés sur des sujets qui vous intéressent.

Je veux recevoir le bulletin CPA plus .....  Oui  Non

Je veux recevoir les courriels ciblés portant sur les sujets d'intérêt suivants :

- Nouvelles d'intérêt général (ex. : actualités, événements) .....  Oui  Non
- Développement professionnel – Activités de formation, mises à jour et offres promotionnelles reliées .....  Oui  Non
- Développement professionnel – Outils, services, mises à jour et offres promotionnelles reliées .....  Oui  Non
- Nouvelles et activités de ma région – Choisissez jusqu'à deux regroupements régionaux
  - Aucun .....  1<sup>er</sup> choix  2<sup>e</sup> choix
  - Abitibi-Témiscamingue .....  1<sup>er</sup> choix  2<sup>e</sup> choix
  - Chaudière-Appalaches .....  1<sup>er</sup> choix  2<sup>e</sup> choix
  - Est du Québec .....  1<sup>er</sup> choix  2<sup>e</sup> choix
  - Estrie .....  1<sup>er</sup> choix  2<sup>e</sup> choix
  - Laval – Laurentides – Lanaudière .....  1<sup>er</sup> choix  2<sup>e</sup> choix
  - Mauricie et Centre-du-Québec .....  1<sup>er</sup> choix  2<sup>e</sup> choix
  - Montérégie .....  1<sup>er</sup> choix  2<sup>e</sup> choix
  - Montréal .....  1<sup>er</sup> choix  2<sup>e</sup> choix
  - Outaouais .....  1<sup>er</sup> choix  2<sup>e</sup> choix
  - Québec .....  1<sup>er</sup> choix  2<sup>e</sup> choix
  - Saguenay-Lac-Saint-Jean .....  1<sup>er</sup> choix  2<sup>e</sup> choix
- Offres promotionnelles de partenaires .....  Oui  Non

### Transmission de vos renseignements personnels à la Fondation des CPA

La Fondation des CPA du Québec (Fondation) est essentiellement financée par les dons des membres et des candidat(e)s inscrit(e)s au tableau de l'Ordre. Afin d'assurer sa pérennité et le maintien de l'aide essentielle qu'elle apporte à la relève, l'Ordre souhaite obtenir votre autorisation à lui transmettre certains de vos renseignements personnels pour qu'elle puisse communiquer avec vous. Vous pourrez en tout temps modifier votre consentement.

**Nous comptons vivement sur vous pour poser ce geste de solidarité et d'engagement envers la Fondation et votre relève!**

J'autorise l'Ordre à transmettre mes renseignements personnels à la Fondation. ....  Oui  Non

## Partie 2 Déclaration

2.1 Je suis membre en règle de (organisation professionnelle de CPA d'une autre province ou d'un territoire canadien ou des Bermudes)

\_\_\_\_\_ depuis le | AAAA | | MM | | JJ |



Vous devez remplir la partie 1 du formulaire de demande de renseignements relative à l'admission d'un CPA d'une autre province ou d'un territoire canadien ou des Bermudes et demander à votre organisation professionnelle de CPA de remplir la partie 2 de ce formulaire et de le retourner par courriel à [tableaucpa@cpaquebec.ca](mailto:tableaucpa@cpaquebec.ca).

Je suis également autorisé à exercer la comptabilité publique dans cette province ou territoire canadien ou aux Bermudes. ....  Oui  Non



Si oui, joindre une copie de votre permis ou licence.

2.2 Je, soussigné, demande par la présente ma réinscription au tableau de l'Ordre pour les motifs suivants :

**Je m'engage** à respecter la *Code des professions*, la *Loi sur les comptables professionnels agréés*, le *Code de déontologie*, la *Charte de la langue française* et tous les règlements de l'Ordre. .... Vos initiales \_\_\_\_\_

**Je comprends** que, conformément à la *Loi sur les CPA*, je ne pourrai pas utiliser la double désignation faisant référence à mon ordre d'origine, le cas échéant, et ce bien que la règle en vigueur dans la province dont je suis issu puisse être différente. .... Vos initiales \_\_\_\_\_

**J'atteste** que depuis la date de mon retrait du tableau de l'Ordre, je n'ai pas offert de services de comptabilité publique au Québec, comprenant les missions d'audit, d'examen et de compilation, que je ne me suis pas présenté au Québec en tant que comptable professionnel agréé et que je n'ai pas utilisé au Québec le titre de CPA ou tout autre titre ou abréviation pouvant laisser croire que j'étais membre en règle de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec. .... Vos initiales \_\_\_\_\_

**Je m'engage** à ne pas offrir ni dispenser de tels services et à ne pas utiliser le titre de comptable professionnel agréé jusqu'à la date de ma réinscription officielle au tableau des membres de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec. .... Vos initiales \_\_\_\_\_

2.3 **Je suis âgé ou serai âgé d'au moins 55 ans** au 31 mars précédant ma réinscription au tableau de l'Ordre, j'ai été inscrit au tableau de l'Ordre des CPA du Québec pendant au moins 10 ans et mes revenus liés à un emploi, à l'exercice de la profession ou à une entreprise sont inférieurs à 25 000 \$.

Oui – Veuillez remplir le formulaire de validation du statut de membre retraité.

Non

## Partie 3 Déclarations en vertu de l'article 45.2 du Code des professions

**3.1** J'ai (ou une entité dont je suis l'unique administrateur ou le principal actionnaire) fait faillite au Canada ou à l'étranger et je n'en ai pas encore informé l'Ordre par écrit.<sup>1</sup> .....  Oui  Non  Déjà déclarée

**3.2** J'ai été déclaré coupable d'une infraction à une loi fiscale, à une loi sur les valeurs mobilières ou à une loi visant la lutte contre le recyclage des produits de la criminalité ou le financement d'activités terroristes, tant au Canada qu'à l'étranger, ou à un règlement adopté en vertu de telles lois et je n'en ai pas encore informé l'Ordre par écrit.<sup>2</sup> .....  Oui  Non  Déjà déclarée

Voici des exemples de situations pour lesquelles vous devez répondre « Oui » :

- J'ai reçu un constat d'infraction pour avoir omis de produire une déclaration de revenus de la manière et selon les délais prévus et j'ai dû payer une pénalité aux autorités fiscales.
- Dans le cadre d'une poursuite intentée par les autorités fiscales, la Cour du Québec m'a condamné à payer une amende en vertu de la Loi sur l'administration fiscale, de la Loi sur la taxe d'accise ou de la Loi concernant l'impôt sur le tabac.
- Dans le cadre d'une poursuite intentée par l'Autorité des marchés financiers, la Cour du Québec m'a condamné à payer une amende en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières.
- Dans le cadre d'une poursuite intentée par le Service des poursuites pénales du Canada, la Cour du Québec m'a condamné à payer une amende en vertu de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement d'activités terroristes.

**3.3** J'ai fait l'objet d'une décision finale d'un organisme administratif qui conclut que j'ai contrevenu à une loi fiscale, à une loi sur les valeurs mobilières ou à une loi visant la lutte contre le recyclage des produits de la criminalité ou le financement d'activités terroristes, tant au Canada qu'à l'étranger, ou à un règlement adopté en vertu de telles lois.<sup>3</sup> .....  Oui  Non  Déjà déclarée

Voici des exemples de situations pour lesquelles vous devez répondre « Oui » :

- Le Tribunal administratif des marchés financiers m'a interdit ou a restreint mon droit d'exercer certaines activités ou d'occuper certaines fonctions en lien avec les valeurs mobilières ou m'a imposé une pénalité administrative pour des manquements au Règlement sur les valeurs mobilières.
- L'Autorité des marchés financiers m'a imposé une sanction administrative pécuniaire pour avoir contrevenu à la Loi sur les valeurs mobilières.
- Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) m'a imposé une pénalité administrative pécuniaire pour avoir fait défaut de me conformer à la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes.
- Le Tribunal des marchés financiers de l'Ontario m'a imposé une sanction administrative pour une violation à la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario.

**3.4** J'ai été déclaré coupable d'une infraction criminelle au Canada ou à l'étranger et je n'en ai pas encore informé l'Ordre par écrit.<sup>4</sup> .....  Oui  Non  Déjà déclarée

Voici des exemples de situations pour lesquelles vous devez répondre « Oui » :

- J'ai obtenu une absolution inconditionnelle ou conditionnelle.
- J'ai obtenu une suspension de mon casier judiciaire (un « pardon » administratif).
- Je suis en attente de ma peine.
- Je suis en processus d'appel.
- L'infraction pour laquelle j'ai été déclaré coupable n'est pas en lien avec l'exercice de la profession de CPA.

**3.5** J'ai fait l'objet d'une décision disciplinaire d'un autre ordre professionnel ou d'un organisme similaire au Québec ou ailleurs et je n'en ai pas encore informé l'Ordre par écrit.<sup>4</sup> .....  Oui  Non  Déjà déclarée

**3.6** J'ai été déclaré coupable d'avoir exercé illégalement une profession ou d'avoir usurpé un titre professionnel\* au Québec ou ailleurs et je n'en ai pas encore informé l'Ordre par écrit.<sup>4</sup> .....  Oui  Non  Déjà déclarée

\*Incluant l'exercice illégal d'un acte réservé aux CPA ou l'usurpation d'un titre lié à la profession comptable.

**3.7** Je fais l'objet d'une poursuite pour une infraction punissable de cinq ans d'emprisonnement ou plus au Canada ou à l'étranger et je n'en ai pas encore informé l'Ordre par écrit.<sup>4</sup> .....  Oui  Non  Déjà déclarée

<sup>1</sup> Conformément à l'article 16 du Code de déontologie des comptables professionnels agréés, vous devez informer le syndic de l'Ordre par écrit dans les 10 jours de la survenance de la faillite.

<sup>2</sup> Conformément à l'article 59.3 du Code des professions, vous devez, dans les 10 jours à compter de celui où vous en êtes vous-même informé, aviser le secrétaire de l'Ordre que vous faites l'objet d'une telle décision. Conformément à l'article 15 du Code de déontologie des comptables professionnels agréés, vous devez également, dans les 10 jours suivant la décision, en aviser le syndic de l'Ordre.

<sup>3</sup> Conformément à l'article 15 du Code de déontologie des comptables professionnels agréés, vous devez, dans les 10 jours suivant la décision, en aviser le syndic de l'Ordre.

<sup>4</sup> Conformément à l'article 59.3 du Code des professions, vous devez, dans les 10 jours à compter de celui où vous en êtes vous-même informé, aviser le secrétaire de l'Ordre que vous faites l'objet d'une telle décision.

## Partie 4 Signature

---

J'atteste l'exactitude des renseignements contenus dans la présente demande et je reconnais que toute déclaration fausse ou incomplète pourrait entraîner des conséquences importantes.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_| \_\_\_\_| \_\_\_\_|  
Date

## Partie 5 Frais exigibles et modalités de paiement

---

Le montant total des frais vous sera communiqué par l'Ordre. Pour que votre demande soit traitée, ces frais devront être acquittés en totalité, par carte de crédit.

Vous recevrez également, dans les jours suivants votre inscription au tableau de l'Ordre, votre avis de cotisation. Celui-ci devra être acquitté dans un délai maximal de 45 jours suivant la date de votre inscription.



**Prière de retourner ce formulaire dûment rempli et signé par courriel à [tableauCPA@cpaquebec.ca](mailto:tableauCPA@cpaquebec.ca).**